

## AKTUELL

PRÉSIDENTIELLES AMÉRICAINES

# Consensus étranges

Luc Caregari

**La fièvre électorale américaine ne s'arrête pas aux frontières grand-ducales. Ce mercredi, deux ONG américaines - l'une représentant les démocrates, l'autre les républicains - ont organisé un débat public.**

L'endroit où a lieu le débat - l'auditoire Tavenas de l'université du Luxembourg, qui en fait est une ancienne église - va comme un gant au débat opposant des représentants des « Democrats Abroad » aux « Republicans Abroad ». Du moins, le bon dieu veillera sur les joutes verbales des jeunes et moins jeunes Américains qui feront tout pour persuader le public que le futur des Etats-Unis serait mieux si leur candidat était élu. Présidé par un employé de l'ambassade américaine, le débat dont les règles sont très strictes, oppose deux équipes de deux membres. Et vu que derrière chaque stéréotype, il y a un grain de vérité - d'ailleurs l'événement a été sponsorisé par Pizza Hut - les deux républicains, masculins, sont issus du monde militaire, tandis que chez les démocrates on trouve un syndicaliste et une étudiante.

Le tout a été organisé autour de trois thèmes : le second amendement de la constitution américaine, celui qui vous autorise à porter votre flingue, la politique de santé, donc les avantages du fameux Obamacare et puis le rôle des Etats-Unis dans le monde.

Pour un spectateur européen, cela peut sembler un peu surprenant qu'on laisse de côté des thèmes comme l'influence du Tea Party, la folie religieuse des militants anti-avortement et autres thèmes qu'on relie plus délibérément à l'actualité américaine. Plus surprenant tout de même a été la réaction des deux parties au premier thème. Alors qu'on aurait pu s'attendre à ce que les démocrates attaquent la National Rifle Association (NRA, l'association proche des républicains, qui défend farouchement le droit au flingue) et se disent prêts à enfin légiférer contre le port d'armes, il n'en était rien. « Le droit à porter une arme est tellement important aux Etats-Unis, que cela ne va certainement pas changer », disait le représentant démocrate. Donc, pas de mise en question de cette curieuse « avancée » civilisationnelle américaine. Tout juste quelques différences sur comment « améliorer » l'usage des armes à feu : tandis que les démocrates

veulent légiférer davantage, les républicains s'y refusent et veulent avant tout mieux appliquer les lois existantes.

Le thème suivant cachait un peu plus de dynamite : le fameux Obamacare, que les républicains ont combattu comme le diable en personne. Ici, une nuance surprenante des républicains fait sursauter le spectateur européen. En effet, leur candidat Mitt Romney avait, en tant que gouverneur du Massachusetts, introduit une couverture santé avant même Obama. Celle-ci était universelle, mais avait laissé la porte ouverte aux marchés privés avec un minimum de contrôle gouvernemental. Selon eux, cela aurait dû être la marche à suivre. Pour les démocrates bien sûr, l'Obamacare est un - sinon le - symbole de la présidence de leur candidat et le fait que les six millions d'Américains sans couverture santé soient maintenant assurés est une victoire obtenue après un très long combat.

Plus de différences encore sur le troisième thème. Là, le représentant républicain n'a pas rechigné à défendre le bilan de George W. Bush, ce qui curieusement n'a mené à aucune réaction du public. Alors qu'aux Etats-Unis, le parti républicain fait tout pour éviter ne serait-ce que l'évocation de son nom pendant les meetings de campagne. Pour lui, la politique extérieure du président Obama serait mi-figue, mi-raisin et manquerait de contours : « Honnêtement, si on me demande où va la politique extérieure sous Obama, je dois admettre que j'en ai aucune idée », admet l'un d'eux. Tandis que Romney serait plus ferme avec l'Iran, interviendrait probablement en Syrie et jouerait le rôle de « l'arbitre mondial » qui, selon les républicains, reviendrait aux States. Les démocrates voient cela bien sûr d'un autre point de vue, mais au final, ils n'en savent pas plus que leurs adversaires, excepté que « cela nous a pris quatre ans pour restaurer un tant soit peu notre réputation dans le monde ». Et de revendiquer une vision des affaires extérieures qui prend en compte la complexité du monde et qui refuse le manichéisme.

En somme, un débat peut-être pas terriblement original, mais qui a été l'occasion de voir d'un peu plus près ce qui émeut les Américains juste avant de choisir le nouveau « leader du monde libre », à condition qu'ils aillent voter bien sûr.

## SHORT NEWS

## En bonne constitution

Toujours soucieux de promouvoir le débat public, surtout quand les autorités tentent de l'étouffer, le magazine forum vient de lancer un site internet qui permet de discuter de la future nouvelle constitution. Sur [www.constitution.lu](http://www.constitution.lu), chaque citoyen intéressé peut lire le projet de la nouvelle constitution, la comparer avec celle en vigueur, consulter une revue de presse exhaustive et surtout les documents, comme les avis des corporations. Une fonction « commentaire » permet de participer activement au débat. Le magazine ne cache pas vraiment son envie de voir la nouvelle constitution soumise à un référendum, mais veut avant tout fédérer un débat mené par toute la société - selon le modèle islandais, où des commissions civiles sont en train de rédiger une nouvelle constitution. « Le projet tel qu'il est reste incomplet », relève Michel Pauly, « Comme par exemple le fait que les droits sociaux ne seront réservés qu'aux Luxembourgeois. Et quid des résidents ? Ce n'est pas un problème maintenant, mais cela pourrait être déterré un jour ou l'autre ». D'ailleurs, comme on a pu l'apprendre ce jeudi, le DP vient de signaler son accord pour un référendum. Avec les autres partis d'opposition, le quorum nécessaire de minimum 16 députés pour demander un référendum est largement atteint. Pourvu que CSV et LSAP ne laissent pas traîner volontairement le dossier jusqu'aux élections.

## Juncker und Putin, dicke Freunde

Scharfes Geschütz fuhr Anfang der Woche der grüne Fraktionsvorsitzende gegen Premier Jean-Claude Juncker auf. Die Tagespresse hatte ausführlich über die herzlichen, harmonischen Gespräche informiert, die Juncker, zusammen mit Wirtschaftsminister Etienne Schneider, beim offiziellen Besuch in Moskau geführt haben soll. „Mit Blick auf die desolate Lage in Sachen Menschenrechte, Demokratie und Pressefreiheit ist diese offen zur Schau gestellte Männerfreundschaft sehr bedenklich!“, erklärte François Bausch, der auch seiner Verwunderung darüber Ausdruck gab, dass Luxemburg bei Putin eine Sonderregelung für die Visa-Vergabe an Cargolux-Piloten erreichen will. Während der laufenden Verhandlungen der EU mit Russland über die Aufhebung der Visumpflicht sollte Luxemburg keine Alleingänge unternehmen, um die eigenen Schäfchen ins Trockene zu bringen, monierte Bausch, der auch nicht nachvollziehen kann, dass führende luxemburgische Politiker, trotz Forderung nach mehr globaler Steuergerechtigkeit, immer noch darauf erpicht sind, russischen Milliardären bei der Steuerflucht behilflich zu sein. Die russische Demokratie sei in Bedrängnis, Pressefreiheit quasi inexistent, die ungleiche Verteilung der Einkommen und die soziale Armut himmelschreiend. „Stellvertretend für diese Verhältnisse steht seit über einem Jahrzehnt Wladimir Putin. Ich hätte mir von Jean-Claude Juncker etwas mehr Distanz und kritischere Töne erwartet“, erklärte der Oppositionspolitiker.

## Nachtflüge: Verboten, aber erlaubt

Heftige Reaktionen gibt es auf die Überlegungen von Wirtschaftsminister Etienne Schneider zur Aufhebung des Nachtflugverbots. Die hauptstädtischen Grünen, Bürgermeister Xavier Bettel und Parteikollege Lucien Lux reagieren mit Ablehnung. Sieht man sich die Reaktionen genauer an, so erscheinen die Zurückweisungen weniger deutlich. Laut RTL begründet Lux seine Ablehnung damit, dass es schon jetzt Ausnahmeregelungen gebe. Auch Xavier Bettel hat sich für ein „Verbot mit strikten Ausnahmen“ ausgesprochen. Die Grünen präzisieren: „Derzeit darf jedes Flugzeug der Cargolux landen, egal wann es ankommt. Die Begrenzung besteht also de facto nur für abgehende Flüge.“ Und finden, das reiche, um „die Attraktivität des Flughafens“ zu wahren. Zusammengefasst: Das Nachtflugverbot gilt nicht für alle Flüge, und nur während einer Nachtperiode, die willkürlich auf die Zeit zwischen 23 und 6 Uhr begrenzt ist. Aber worüber wird dann eigentlich diskutiert? Und was wenn, wie der Wirtschaftsminister suggeriert, sogar ein gefaktes Nachtflugverbot den Cargolux-Bossen nicht ausreicht? Man könnte auf die Idee kommen, das Beste, was den 50.000 Nachtflug-Opfern passieren könnte, sei, dass besagte Frachtfluggesellschaft pleite macht.